

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**ACCORD-CADRE RELATIF A L'ACQUISITION, A
L'INSTALLATION, A LA MISE EN SERVICE DE TROIS
HOTTES A FILTRE ET PRESTATIONS ASSOCIEES POUR LE
LABORATOIRE ANTIDOPAGE FRANÇAIS (LADF)**

Université Paris-Saclay
Bâtiment Breguet
3 rue Joliot Curie
91190 Gif Sur Yvette

SOMMAIRE

Article 1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet et forme du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Variantes	3
Article 2 - Pièces contractuelles	3
Le titulaire informe ses éventuels sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.....	4
Article 4 - Durée de l'accord-cadre	4
5.1 - Description des exigences générales communes aux 3 hottes	4
5.2 - Les exigences techniques, fonctionnelles et réglementaires.....	4
Article 6 - Prix.....	7
6.1 - Pour les 3 Hottes et le mobilier	7
6.2 - Pour la maintenance préventive et curative	7
Article 7 - Retenue de Garantie	8
Article 8 - Avance.....	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
8.2 - Garanties financières de l'avance	9
Article 9 - Modalités de règlement des comptes.....	9
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement	9
9.3 - Délai global de paiement	10
9.4 - Paiement des cotraitants	10
9.5 - Paiement des sous-traitants	11
9.6 - Condition de règlement.....	11
Article 10 - Modalités des transmissions des bons de commande et des Conditions d'exécution des livraisons	11
10.1 - Modalités des transmissions des bons de commande	11
10.2 - Conditions d'exécution des livraisons.....	11
Article 11 - Constatation de l'exécution des livraisons	12
Article 12 - Garantie des fournitures et des prestations	12
Les fournitures et les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de service fait apposée sur le bon d'installation de l'équipement sur le site du laboratoire. La durée de la garantie est précisée dans l'offre du titulaire.....	12
Article 13 - Pénalités de retard	12
Article 14 - Assurances	13
Article 15 - Résiliation du contrat.....	13
15.1 - Conditions de résiliation	13
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
Article 16 - Règlement des litiges et langues	14

Article 1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet et forme du contrat

Le Laboratoire Antidopage Français (LADF), unité de service et de recherche de l'université Paris-Saclay, seul laboratoire antidopage accrédité en France par l'agence mondiale antidopage et le comité français d'accréditation pour réaliser des analyses antidopage, souhaite, par le présent marché, acquérir deux (2) hottes à filtre pour une activité de pesée de poudres et une (1) hotte à filtre chimique pour les manipulations de solvants et de vapeurs.

Le marché fait l'objet d'un accord-cadre à bons de commande selon les articles R2162-8 et R2162-9 du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est un accord mono attributaire.

Le titulaire s'engage à une obligation de résultat pour exécuter l'accord-cadre et de ses éventuels avenants. Il doit garantir un niveau de professionnalisme et de qualité. Pour y parvenir, il doit être mis en place les moyens en personnel qualifié et disponible selon le délai d'exécution mentionné à l'article 4 du CCP.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations attendues font l'objet d'un lot unique.

1.3 - Variantes

L'offre présentée doit être entièrement conforme au présent document et à l'annexe 1. Aucune variante n'est autorisée.

Article 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et l'annexe 1
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre de mémoire technique (annexe 2)
- L'offre technique et financière du titulaire

Article 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le LADF étant classé en « Zone à Régime Restrictif » toute venue de personnel en ses locaux nécessite une autorisation préalable des services ministériels compétents. Le titulaire devra ainsi communiquer dans son offre les CV et documents d'identité des intervenants et remplaçants envisagés pour qu'une enquête administrative préalable soit effectuée. L'accès aux locaux ne sera autorisé qu'aux intervenants dûment autorisés. En cas d'avis défavorable rendu à l'issue de l'enquête, le titulaire propose un nouveau personnel

à compétences équivalentes dans la semaine suivant la notification du refus. Au cours du marché si le titulaire est amené à changer ses intervenants, il devra prévenir le LADF pour qu'une nouvelle enquête administrative puisse avoir lieu.

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire informe ses éventuels sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de celles-ci.

Article 4 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre débutera à compter de sa date de notification au titulaire pour une durée de 2 ans. Il pourra être renouvelé 2 fois pour une durée annuelle à l'issue de la période initiale sans que sa durée totale n'excède 4 ans.

Les hottes devront être livrées et installées au maximum dans les six semaines suivant la notification du marché. Le titulaire aura communiqué le délai de livraison et d'installation dans son offre.

Article 5 - Prestations attendues

5.1 - Description des exigences générales communes aux 3 hottes

Les exigences générales communes sont :

- Consommation électrique souhaitée : inférieure 300 W
- Éclairage sur la zone de travail
- Commandes et alarmes : indicateur de vitesse d'air, alarme visuelle et sonore
- Niveau sonore : ≤ 60 dB(A) à 1 m
- Sécurité électrique : Indice de Protection IP 54, interrupteur d'urgence
- Accès frontal facilité pour toute manipulation, facilité du remplacement des filtres, indicateur de fin de vie des filtres
- Proposition de formation à l'utilisation et d'un support

5.2 - Les exigences techniques, fonctionnelles et réglementaires

HOTTE DE PESEE :

- Conforme aux normes AFNOR NF X 15-211 : 2009 (débits d'air en zone de manipulation) et EN 1822-1 : 2019 (filtres HEPA/ULPA)
- Plan de travail : matériau à haute résistance chimique et forte durabilité, incluant une surface de pesée en marbre.
- Débit d'air minimum : 220 m³/h (avec filtration à charbon actif) - 300m³/h (Filtration HEPA)

- Type filtration souhaitée : filtre particulaire HEPA H14, filtre moléculaire polyvalent adapté aux vapeurs organiques prédominantes (cf annexes présentant la liste des produits susceptibles d'être manipulés)
- Dimensions maximum extérieures souhaités : (L) 1200 x (H) 1800 x (P) 950
- Une ou plusieurs prises de courant intégrées souhaité(s) et cordon d'alimentation au format EUR standard

- HOTTE CHIMIQUE A FILTRE :

- Conforme à la norme AFNOR NF X15 211 : 2009 (débits d'air en zone de manipulation)
- Dimensions extérieures maximum : (L) 1 900 mm × (P) 950 mm × (H) 1 800 mm
- Plan de travail: en résine Trespa, adaptée aux environnements chimiques
- Débit d'air minimum souhaité : 880 m³/h
- Flux d'air en façade : inférieur à 0,6 m/s
- Type d'ouverture : façade frontale ouvrable, permettant une manipulation aisée (hauteur d'ouverture minimum de 35 cm souhaité)
- Communication simple intégrée souhaitée (par LED ou équivalent) sur la vitesse de l'air en façade, l'ouverture prolongée des portes et sur le défaut de filtration
- Capteur intégrés souhaité de température et d'air
- Type filtration souhaitée : filtre particulaire HEPA H14 (filtration efficace à 99,995 % des particules d'une taille supérieure à 0,1 µm), filtre carbone pour les gaz et vapeurs, filtre moléculaire spécifiques pour vapeurs d'ammoniac, vapeurs acides et organiques (cf annexes présentant la liste des produits susceptibles d'être manipulés)
- Une ou plusieurs prises de courant intégrées souhaité(s) et cordon d'alimentation au format EUR standard

Mobilier pour la hotte chimique :

- meuble de support fixe ou mobile, sans plan de travail, compatible avec la hotte chimique proposée : hauteur maximale de 950 mm et équipé 4 pieds réglables pour mise à niveau permettant une réduction des vibrations

5.3 - Maintenance préventive et curative

Le titulaire assurera, à l'issue de la période de garantie spécifiée dans l'offre, la maintenance des équipements décrits dans le CCP en tenant compte des préconisations des constructeurs, des exigences particulières du LADF ainsi que de la réglementation en vigueur (contrôle d'étanchéité des circuits frigorifiques, analyse pour la légionellose...).

Maintenance préventive :

Cette maintenance est réalisée selon un planning établi conjointement entre le titulaire du marché et le LADF au minimum 1 mois avant l'intervention.

Un stock de pièces détachées et de produits nécessaires pour la maintenance préventive est constitué dès la notification du marché et dans les 15 jours maximum qui suivent (filtres, produits de nettoyage et décontamination...) et réapprovisionné au fur et à mesure des interventions.

La maintenance préventive inclut les déplacements, la main-d'œuvre et le remplacement des pièces d'usures.

La maintenance préventive comprend :

- Les opérations de nettoyage, réglage, d'inspection et d'essais ;
- Le contrôle des spécifications suivant les préconisations des constructeurs ;
- La documentation relative aux résultats (fourniture des documents de raccordement, certificat ou constat) ;
- L'étiquetage de l'instrument testé et/ou le suivi sur un cahier d'entretien ou d'un document équivalent restant à proximité de l'équipement concerné.

La maintenance préventive comporte 1 visite par an qui vérifiera obligatoirement les éléments ci-dessous répondant aux exigences particulières du LADF :

- Changement des luminaires défectueux sur les hottes si besoin
- Nettoyage et une décontamination des hottes (à faire obligatoirement avant le contrôle annuel réglementaire)
- Mesure des débits d'extraction pour les hottes
- Contrôle des alarmes et réglage si nécessaire
- Fournitures et remplacements des filtres des hottes et le recyclage étant à la charge du titulaire : périodicité à définir en fonction du type de filtres et de l'activité envisagée pour les hottes

Maintenance curative :

La maintenance curative a pour objet de réparer l'équipement, autrement dit, de le remettre dans son état d'origine. Elle corrige ses défauts afin qu'il fonctionne correctement. Elle a un caractère définitif.

La maintenance curative comprend l'astreinte de dépannage pour urgence et la réparation.

La maintenance curative est réputée induire a minima 3 interventions sur site par an. Le titulaire aura proposé dans son offre le nombre d'interventions sur site annuelles comprises dans son forfait annuel. Elles s'effectuent exclusivement sur le site. Le personnel chargé de la maintenance doit disposer d'un stock de pièces détachées indispensables à la réparation. Les prestations figurant ci-après dérogent aux dispositions de l'article 14.2.5 du C.C.A.G-F.C.S. Elles comprennent :

- L'assistance téléphonique : résolution de problème à distance par un technicien de 8h30 à 18h00 dans un délai d'un (1) jour ouvré à compter de l'appel ou courriel du LADF. En cas de nécessité, le titulaire interviendra sur site dans les conditions décrites ci-après. Les demandes d'intervention sont effectuées par le responsable des installations techniques ou son suppléant ;

- Délai d'intervention sur site d'un technicien suite à l'appel téléphonique : de 8h30 à 18h00 dans un délai de 48 heures ouvrées suite à l'appel téléphonique confirmé le cas échéant par courriel. Le technicien doit être habilité à diagnostiquer et réparer les problèmes ;

- Pièces détachées : fourniture et expédition par un moyen rapide (dans un délai maximum d'une semaine calendaire pour les pièces courantes et dans un délai maximum de 4 semaines calendaires pour les autres pièces et toutes les pièces nécessaires à la correction d'un défaut de fonctionnement. Les changements de pièces sont réalisés par le titulaire dans les délais précités.

La maintenance curative inclut les déplacements, la main-d'œuvre et le remplacement des pièces d'usures.

Article 6 - Prix

Les prix de l'accord-cadre comprennent les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport des fournitures, à l'installation, à la formation et à la mise en service.

Aucun frais ne pourra être facturé en sus des prix indiqués au Bordereau des prix unitaires (BPU) et à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

6.1 - Pour les 3 Hottes et le mobilier

Les prix sont fermes non actualisables et non révisables durant l'exécution de l'accord-cadre.

6.2 - Pour la maintenance préventive et curative

Les prix sont révisables à compter de la première date anniversaire du marché.

Détermination de la valeur initiale de référence :

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques à la date de notification du marché ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Périodicité de révision des prix :

Par application de l'article R2112-13 du Code de la commande publique, les prix du marché sont fermes la 1ère année du marché. Ils sont ensuite révisables, annuellement, à la date anniversaire de la prise d'effet du marché en hausse comme en baisse par application d'une formule représentative de l'évolution du coût horaire du travail et plus précisément selon l'indice de l'INSEE du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) / Activités spécialisées scientifiques et techniques, à partir de laquelle il sera procédé à un ajustement.

La révision des prix s'effectue par application de la formule :

$$Pr = Po \times 0,15 + 0,85 (Im) / Io$$

Pr : prix révisé

Po : prix initial du marché

Im : indice de référence correspondant au mois de révision de prix ou du dernier indice publié, le cas échéant

Io : indice de référence correspondant à la date de notification du marché

Les nouveaux prix du titulaire doivent être communiqués au pouvoir adjudicateur à l'adresse indiquée à la première page du présent document, au moins un mois avant la date de révision des prix. A défaut de communication des nouveaux prix à la hausse, les prix applicables lors de la période précédente sont reconduits.

Clause de sauvegarde :

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieurs à 3% l'an, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier les marchés sans indemnité, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouvel accord-cadre, la résiliation ne prendra effet que 3 mois après la date prévue pour l'application des nouveaux prix.

Les prix applicables pendant cette période de trois mois seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 3%.

Article 7 - Retenue de Garantie

La retenue de garantie est prévue aux articles R. 2191-32 à R. 2191-35 du code de la commande publique.

Le montant de la retenue de garantie est fixé à 5 % du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

Lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, ce taux ne peut être supérieur à 3 % pour les marchés publics.

La retenue de garantie est prélevée par fractions sur les acomptes, les règlements partiels définitifs et le solde.

Conformément à l'article R. 2191-34 du code de la commande publique, dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au titulaire ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, celui-ci est tenu de constituer une garantie à première demande selon les modalités prévues à la sous-section 2 de la présente section.

Cette retenue est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée.

Article 8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 20 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des hottes, sur service fait.

La maintenance est payée annuellement à terme à échoir à réception de la facture.

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

Si, le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors taxe.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique la rejette et rappelle cette obligation à l'émetteur.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante : service.facturier@universite-paris-saclay.fr

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture soit :
Service facturier - Bât 407 - rue du Doyen Georges Poitou - 91400 Orsay
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande correspond au numéro de l'engagement juridique attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés,
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R123-221 du code de commerce.

Toute facture qui ne respecterait pas ces conditions sera rejetée.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L2193-10 à L2193-14 et R2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

9.6 - Condition de règlement

- paiement sur service fait suite à la mise en service des 3 hottes à bons de commande et autres fournitures nécessaires dans le cadre de la maintenance curative.
- paiement annuel à terme à échoir sur présentation d'une facture à compter de la notification du marché pour les prestations de maintenance.

Article 10 - Modalités des transmissions des bons de commande et des Conditions d'exécution des livraisons

10.1 - Modalités des transmissions des bons de commande

Les bons de commande seront transmis au titulaire soit par courriel, soit un portail internet suite à la notification de l'accord-cadre.

Chaque candidat devra préciser dans son offre toutes les démarches et fonctionnalités utiles qui seront nécessaires pour établir les commandes via un portail internet. En cas de difficulté, lors de la passation d'une commande, le candidat précisera un numéro de téléphone pour une assistance technique ou administrative.

Le titulaire devra s'assurer que les prix accordés à l'accord-cadre sont en parfait accord dans leur portail.

Lorsque le titulaire a un doute sur la validité ou le contenu d'un bon de commande, il s'assure de son bien-fondé auprès du LADF.

Si, dans un délai de deux jours ouvrés, à compter de son envoi, le LADF n'a pas reçu de réserves, le titulaire est réputé avoir accepté la commande.

10.2 - Conditions d'exécution des livraisons

Les fournitures devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison :

6, Allée des découvertes - Bâtiment 409
91400 Orsay

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison indiqué ci-dessus.

Conditions de livraison :

Le titulaire doit être en mesure de livrer sur le site du lundi au vendredi de 9H00 à 16H00.

Les produits sont livrés franco de port, d'emballage et de manutention. Ils peuvent être livrés à destination, en fonction du volume, sur palettes filmées, au moyen d'un camion.

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Suivi des installations et de la mise en service :

Elles seront effectuées par Monsieur Mathieu Duez (mathieu.duez@universite-paris-saclay.fr), le responsable de la Métrologie du laboratoire.

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne dans sa proposition un représentant qui est l'interlocuteur privilégié du LADF pour l'ensemble des questions contractuelles ; celui-ci a autorité pour régler toute difficulté liée à l'exécution des livraisons ou autres. Il représente le titulaire dans toutes les réunions où celui-ci est convié dans le cadre de l'exécution du marché, du contrôle des fournitures et des installations.

Pour ce qui concerne le contrôle de la conformité des fournitures, des installations et des mises en services, l'interlocuteur dédié du titulaire est en lien avec le personnel mentionné ci-dessus du LADF.

Article 11 - Constatation de l'exécution des livraisons

Le pouvoir adjudicateur est compétent pour conduire les opérations de vérifications et prendre les décisions après vérification (admission ou rejet) conformément au CCAG-FCS.

Article 12 - Garantie des fournitures et des prestations

Les fournitures et les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de service fait apposée sur le bon d'installation de l'équipement sur le site du laboratoire. La durée de la garantie est précisée dans l'offre du titulaire.

Article 13 - Pénalités de retard

Le titulaire encourt, en cas de mauvaise exécution ou de leur inexécution de la prestation ou le non-respect des délais et après une première mise en demeure non assorties de sanctions (lettre recommandée avec A.R), des pénalités contractuelles en cas de nouveau manquement à savoir pour les prestations mentionnées ci-dessous :

Pour les 3 hottes :

- le non-respect du délai pour l'installation : 100€ par jour au-delà des six semaines suivant la notification du marché

Pour la maintenance :

- lorsque le planning d'intervention n'est pas respecté : 100€ HT par jour de retard entamé
- absence de l'étiquetage de l'instrument testé : 50€ HT par instrument

- absence de la documentation relative aux résultats suite à l'intervention du technicien (fourniture des documents de raccordement, certificat ou constat) : 100€ HT par document
- lorsque le rappel téléphonique dans les 24 heures ouvrées n'est pas respecté : 50€ HT par heure
- lorsque le délai d'intervention sur site **au-delà des 48 heures ouvrées** d'un technicien n'est pas respecté : 200€ HT par jour de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités sont cumulables entres-elles. Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités sont fermes, non actualisables et non révisables.

Article 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont les suivantes : articles 38 à 45 du CCAG FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnité par dérogation à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci

si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.